

Mettre l'innovation frugale au service de la coopération internationale en éducation : pistes de réflexion et engagements à l'action

À l'origine de la réflexion, un constat partagé par l'ensemble des cosignataires : **la baisse des ressources financières et les coupures de postes fragilisent les interventions éducatives et leur impact.**

Pourtant, tous sont convaincus que malgré les contraintes liées aux crises et à la raréfaction des moyens, il est possible de « faire mieux avec moins », à condition d'adopter un changement de regard. L'innovation frugale repose sur des solutions simples, adaptées aux réalités locales et centrées sur les besoins réels des apprenants et des enseignants.

La présente note technique est le fruit des réflexions autour de trois thématiques (pilotage, coopération et évaluation) portées par les groupes de travail lors de l'atelier interactif sur l'innovation frugale organisé par l'IFEFF à l'occasion de la Journée Internationale de la Francophonie. Elle se veut une invitation **à transformer nos contraintes en forces pour porter notre ambition commune d'une éducation de qualité pour toutes et tous.**

Comment atteindre une éducation plus inclusive dans un contexte de réduction des ressources ?

ENJEUX

- Les indicateurs classiques, centrés sur le nombre de bénéficiaires, ne reflètent pas les transformations réelles vécues.
- Ce sont souvent les mêmes acteurs nationaux mobilisés et les mêmes bénéficiaires ciblés.
- Absence ou difficulté de fonctionnement de la coordination nationale pour mutualiser les ressources et assurer l'alignement aux priorités nationales.

SOLUTIONS

- Développer de nouveaux outils de mesure intégrant le sentiment d'inclusion, et la valorisation des parcours et expériences individuelles souvent invisibles mais essentiels.
- Instaurer une gestion décentralisée avec transfert des compétences et ressources aux bénéficiaires.
- Assurer une cartographie régulière des partenaires pour une couverture géographique et sectorielle complète.

Comment mutualiser les interventions et les aligner aux priorités nationales malgré la raréfaction des ressources ?

ENJEUX

- La rareté des financements a accru la compétition entre organisations, parfois au détriment des bénéficiaires et des priorités nationales.
- Le manque de visibilité sur les actions des autres partenaires conduit à des opportunités manquées et des redondances dans les financements.
- La diversité des approches et des cadres logiques selon les programmes/projets complexifie l'alignement avec les priorités nationales et entre les projets.

SOLUTIONS

- Mutualiser savoir-faire, outils et ressources entre organisations ; réinventer les modalités de coopération pour dépasser la logique de compétition et démultiplier l'impact des actions.
- Créer une commission pour aligner les indicateurs sous le leadership des autorités nationales.
- Appuyer l'appropriation des programmes par des institutions locales (logique de décolonialité).
- Créer des indicateurs pour mesurer la qualité des collaborations, le partage d'outils et la création de partenariats au service des politiques éducatives.

Comment systématiser l'évaluation d'impact et l'intégrer dans les prises de décision institutionnelles ?

ENJEUX

- Les dispositifs d'évaluation existants restent cloisonnés et ne rendent pas compte des impacts qualitatifs.
- Les résultats des évaluations sont insuffisamment pris en compte dans le processus décisionnel.
- Trop grande dispersion des évaluations et des données collectées.

SOLUTIONS

- Intégrer les trajectoires humaines et les expériences vécues dans les évaluations.
- Développer une matrice de concordance entre cadres de résultats en assurant l'implication des parties prenantes dès la conception.
- Mutualiser les comités de pilotage des projets et programmes autour de l'autorité sectorielle.
- S'appuyer sur l'IA pour la capitalisation et diffusion des bonnes pratiques.

PASSER À L'ACTION

Trois chantiers prioritaires ont été identifiés, articulés autour de deux accélérateurs transversaux et d'une prochaine étape concrète de co-construction collective.

Trois actions

La première porte est une cartographie partagée et collaborative de l'écosystème en identifiant les solutions locales et leviers souvent sous-exploités. Sans visibilité partagée des actions de chacun, toute tentative de mutualisation reste théorique. Une cartographie régulièrement mise à jour par toutes les parties prenantes est la condition de base d'une meilleure coopération.

La deuxième porte est la réinvention des modalités de coopération. La raréfaction des financements et la baisse des mobilités ne sont pas des obstacles temporaires, ils définissent un cadre permanent. Imaginer de nouvelles formes de coopération, solutions locales, modèles hybrides (local, distanciel, public-privé), est une condition de pérennité des organisations.

La troisième porte est l'évaluation comme outil de plaidoyer et de mise en lumière de l'impact sociétal de notre mission. S'appuyer sur les transformations concrètes du terrain, en partant de l'expérience vécue par les bénéficiaires et des nouvelles compétences acquises, ce qui constitue l'essentiel de l'impact réel.

Deux accélérateurs transversaux

Le premier est la co-construction avec les acteurs locaux. Les solutions les plus frugales et résilientes viendront des communautés, des enseignants, des apprenants. Les intégrer dès la conception des programmes n'est pas une posture idéologique, c'est une condition d'efficacité et une rupture d'innovation forte.

Le second est la capitalisation et diffusion des bonnes pratiques à grande échelle. Chaque organisation du réseau a développé des outils, des méthodes, des approches qui restent invisibles pour les autres. Les rendre accessibles via des outils numériques adaptés au contexte multiplie l'impact de chaque action sans multiplier les budgets.

Une prochaine étape

Le prochain atelier de co-construction aura un objectif simple et concret : choisir ensemble trois projets pilotes, un par porte d'entrée, les prioriser selon les critères définis collectivement, identifier le champion et les ressources mobilisables pour chacun, puis engager les organisations dans une dynamique d'action commune.

Cette note technique est une invitation à formaliser cet engagement collectif, non pas un accord de plus, mais une décision de faire différemment, avec ce qu'on a, dès maintenant.

